

Le journal de La Courneuve

regards

Atlas des inégalités

18 propositions
pour réduire
les inégalités
territoriales.

SUPPLÉMENT



N° 515 du jeudi 18 avril au mercredi 1^{er} mai 2019



Le droit d'étudier

EMPLOI

La Banque de France s'engage pour le recrutement local.

P 6

DATA CENTER

Tout savoir sur le fonctionnement de la ferme numérique.

P 8

COPROPRIÉTÉ

La réhabilitation réussie de La Fontenelle.

P 11

ÉDUCATION

Pour l'avenir de leurs enfants, ils et elles s'investissent.

P 16

www.lacourneuve.fr





La fresque du centre-ville

Depuis le 10 avril, le mur du Franprix a été requalifié : le projet artistique a été choisi en concertation avec les habitant-e-s. Le lieu est désormais plein de couleurs ! Le graffeur Guaté Mao y a peint au pochoir sa fresque intitulée *Bon voyage...* Chapeau l'artiste !



5 ans

Le 11 avril, « La Ruche qui dit oui ! » de La Courneuve a fêté son anniversaire.

Une histoire commencée en mars 2014 avec un petit nombre de producteurs, dont certains sont toujours là, ainsi qu'une centaine de membres. Aujourd'hui, plus de 1450 personnes sont inscrites, dont un noyau dur, fervents adeptes du marché éphémère du jeudi soir, et surtout des bons produits proposés ! Les 70 producteurs se trouvent en moyenne à 80 kilomètres de la Ruche et proposent de l'alimentaire, produits frais bio et en agriculture raisonnée, des fleurs, des produits de beauté, des produits d'entretien... Plus d'infos sur : laruchequiditoui.fr



Léa Desjours

En route pour le parc !

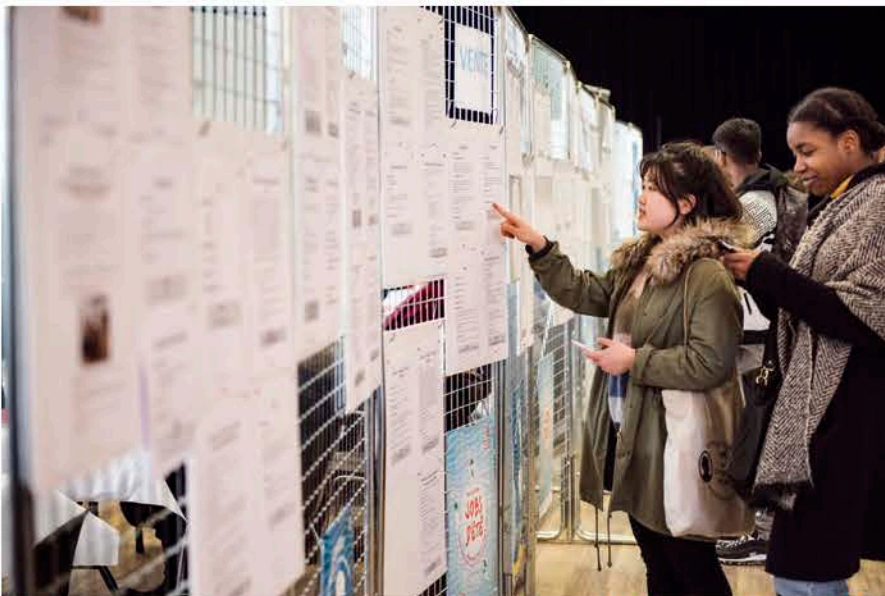
Les seniors de la Maison Marcel-Paul ont participé à une course d'orientation au Parc départemental de la Courneuve Georges-Valbon. Tonifiant et rafraîchissant!



Nicolas Vieira

Évora sur les ondes

Vendredi 5 avril, à l'occasion du spectacle *Longueur d'ondes*, au centre culturel Jean-Houdremont, les femmes de la Maison pour tous Cesária-Évora ont enregistré une émission en direct après la représentation. Un échange entre l'équipe artistique et les spectateurs fera l'objet d'un podcast.



L.D.

L'été pour travailler

Le 10 avril, de nombreux-ses jeunes se sont retrouvés-e-s en salle des fêtes de l'Hôtel de ville pour décrocher un job d'été.

À MON AVIS



Thierry Andouin

Gilles Poux,
maire

Des combats pour l'avenir

« Le sort qui est fait aux Courneuviennes et aux Courneuviens, à notre ville, n'est plus tolérable. Alors que nous sommes sur l'un des territoires de France les plus dynamiques (avec un chiffre d'affaires de 162 milliards d'euros pour ses entreprises, le 93 arrive juste derrière Paris et les Hauts-de-Seine), l'État persiste à nous maltraiter. Pour faire fonctionner le Pôle emploi, nos établissements scolaires, notre commissariat, la CAF, nos tribunaux... nous avons moins de moyens et de fonctionnaires qu'ailleurs.

Il y a dix ans, j'ai dénoncé cette situation intolérable en portant plainte auprès de la Halde pour « discriminations sociales et territoriales ». Cette démarche a permis de faire reconnaître cette réalité, de nous faire respecter dans les choix d'aménagement de l'État. Par exemple, la gare du Grand Paris Express aux Six-Routes n'existait pas dans les projets de départ. En revanche, la situation sociale des habitant-e-s, elle, n'a pas évolué. Au contraire même, les inégalités s'aggravent, car l'État continue d'asphyxier les communes populaires. En cinq ans, nous avons perdu 14,1 millions de dotation globale de fonctionnement à La Courneuve, soit l'équivalent de la construction d'un groupe scolaire.

« Dans l'Atlas des inégalités territoriales, nous démontrons, chiffres à l'appui, à quel point la situation est injuste, mais surtout qu'il est possible de la changer. »

Aujourd'hui, le combat contre les inégalités territoriales est partagé par des élu-e-s politiques de tous bords, et un rapport parlementaire a prouvé en mai 2018 l'insuffisance de nos moyens pour la police, la justice, l'école.

Avec la sortie de *l'Atlas des inégalités*, qui vous est présenté dans ce numéro de *Regards*, nous avons voulu apporter notre pierre à ce mouvement. Chiffres à l'appui, nous démontrons, en comparant nos moyens à ceux d'autres villes, à quel point la situation est injuste, mais surtout qu'il est possible de la changer. Pour cela, nous faisons 18 propositions, applicables tout de suite.

Ce combat contre les inégalités territoriales, nous le menons au niveau national pour obtenir réparation de la part de l'État, mais aussi localement, en votant par exemple le 11 avril dernier un budget de la Ville sain, portant des ambitions pour l'éducation, la réussite des jeunes, la vie associative, la santé... Avec vous, nous portons l'espoir, et préparons l'avenir. »

Maintenir les engagements

Le 11 avril, le conseil municipal a voté le budget de l'année 2019 à l'unanimité. Un budget ambitieux qui marque la volonté de la municipalité de maintenir ses engagements en répondant aux besoins des Courneuviennes et Courneuvien.

Stéphane Troussel, adjoint au maire, délégué aux finances locales, a précisé en ouverture de débat : « Ce budget a été établi dans un contexte très marqué par la baisse des dotations d'État : moins 14,1 millions pour la dotation globale de fonctionnement, qui est la principale source de revenus depuis 2014. » Malgré ces diminutions successives des moyens alloués aux collectivités locales, la municipalité a maintenu ses services en direction de la population. « Nous avons gardé le cap tout en développant de nouveaux services, comme la mise en place de la police municipale, l'ouverture du Centre municipal de santé ou le dédoublement des classes de CP et de CE1, précise Stéphane Troussel. 2019 est la dernière année du mandat et nos priorités restent les mêmes, que ce soit pour la réussite des jeunes, le développement du territoire, le rayonnement de La Courneuve Ville-Monde, la quotidienneté ou la tranquillité publique. »

Un service public fort

Avant de passer au vote, Gilles Poux, le maire, insiste : « Ici, plus qu'ailleurs, nous avons besoin d'un service public fort pour répondre aux besoins de toutes et tous. Le Centre municipal Salvador-Allende accueille par exemple plus de 300 personnes par jour. Nous œuvrons aussi pour développer les actions d'éducation artistique et culturelle dans les écoles, nous soutenons les associations, les jeunes dans leur projet, et les services en direction des seniors. Nous pouvons être fier-ère-s de ce que nous avons réalisé. En cinq ans, la Ville a investi 102 millions d'euros tout en maintenant une capacité de désendettement raisonnable. En 2019, elle va poursuivre ses investissements à hauteur de 14,8 millions d'euros, avec notamment la reconstruction de la Maison pour tous Youri-Gagarine, l'ouverture d'un Pôle de services publics au 4000 Sud et l'entretien du patrimoine. Le renouvellement urbain se poursuit, de nouveaux quartiers à taille humaine sortent de terre. » La municipalité va renforcer ses actions pour améliorer le quotidien et le cadre de vie des habitantes et des habitants en menant différentes opérations : réglementation du stationnement, lutte contre les vendeurs à la sauvette, grande lessive, « acupuncture urbaine » avec des actions artistiques d'embellissement, comme le mur du Franprix. Le budget 2019 est ambitieux et marque une réelle volonté de renforcer le service public local pour mieux répondre encore aux besoins des populations. ●

En savoir plus sur : lacourneuve.fr

Les principaux investissements



UNE DETTE BIEN MAÎTRISÉE

Pour réaliser les équipements nécessaires, la municipalité contracte des emprunts auprès des banques. Le taux d'endettement et sa capacité à dégager de l'autofinancement permet de poursuivre les investissements.

ts de la Ville

Groupe scolaire
Rosenberg

14,9 M€



LA CHUTE
DES DOTATIONS

14,1 M€

= UN GROUPE
SCOLAIRE

Entre 2014 et 2019, la perte cumulée de la dotation globale de fonctionnement représente 14,1 millions d'euros. C'est l'équivalent de la construction d'un groupe scolaire ou de 404 temps pleins annuel d'agents communaux.

6,7 M€

Centre administratif
Mecano



2 M€
Tableaux
numériques
et outils
informatiques



RIGUEUR
ET ÉCONOMIES

Pour réaliser les équipements nécessaires, la municipalité contracte des emprunts auprès des banques. Le taux d'endettement et sa capacité à dégager de l'autofinancement permet de poursuivre les investissements.

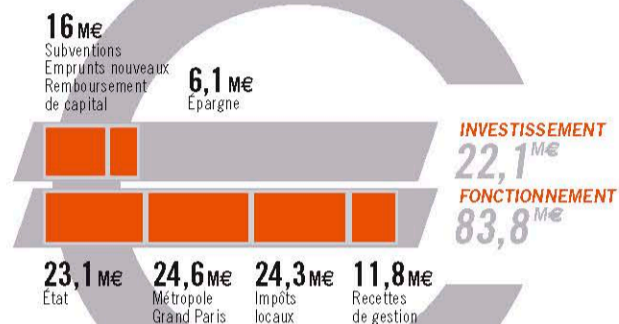
M€

éhabilitation
obespierre
allès

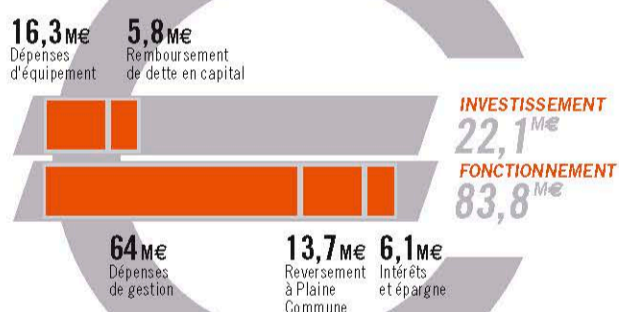


sportif
ier
André

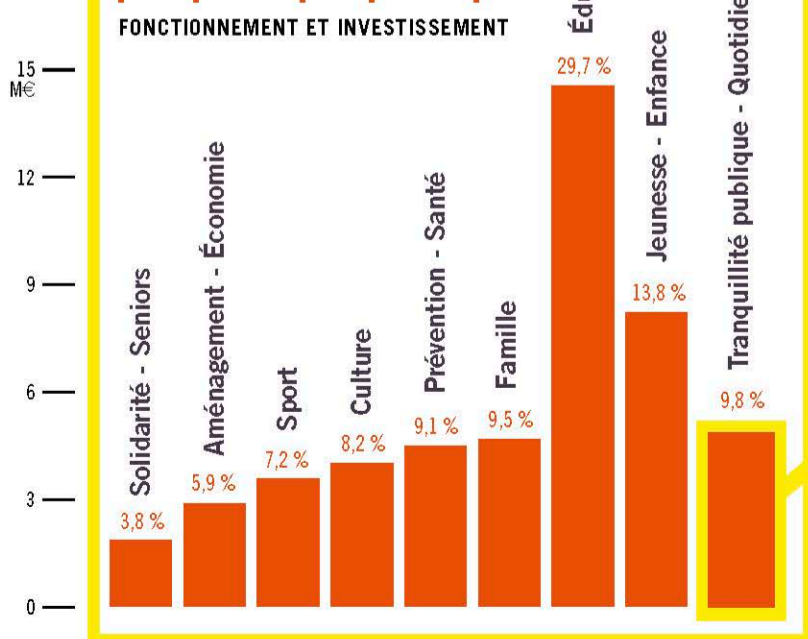
105,9 M€
RECETTES



105,9 M€ =
DÉPENSES



Répartition du budget par politique publique



Policiers
municipaux



Lutte contre
commerces
à la sauvette



Sécurisation
d'espaces



Travaux
d'embellissement



École

Une cantine à 55 centimes

Alors que le gouvernement annonce la généralisation de la cantine à 1 euro dans les écoles, cela fait bien longtemps que La Courneuve a mis en place des tarifs sociaux bien plus bas.



Grâce aux nouveaux selfs des écoles Robespierre et Jules-Vallès, les enfants gagnent en autonomie et en responsabilité.

La cantine à 1 euro», a lancé début avril la secrétaire d'État auprès de la ministre de la Santé, Christelle Dubos, dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté annoncé par le président Emmanuel Macron en septembre dernier. C'est ce qu'on appelle « un effet d'annonce », comme le souligne l'Association des maires de France, qui rappelle que la

très grande majorité des villes de plus de 10 000 habitant-e-s pratiquent déjà des tarifications sociales.

C'est le cas depuis bien longtemps à La Courneuve, où le prix du repas à la cantine est calculé en fonction du quotient familial, et donc adapté aux revenus des parents. Pour certaines des familles qui sont dans la première tranche du quotient familial, le repas

à la cantine coûte 55 centimes. Seuls deux tiers des familles paient 3,60 euros, le tarif le plus haut. Sachant que le coût total de la pause méridienne (qui, au-delà du seul coût des victuailles, comprend la livraison, le service, le personnel, l'amortissement des équipements...) est estimé à 13 euros, les familles assument (selon leur tranche) entre 4 % et 38 % de ce coût, le reste étant pris en charge par la municipalité. 3 000 repas sont servis chaque jour dans les écoles maternelles et élémentaires (près de 65 % des élèves déjeunent à la cantine).

Une restauration au top

Ces repas à 55 centimes ne sont pas élaborés au rabais. « C'est le Syndicat intercommunal pour la restauration collective (Siresco) qui prépare et livre les repas depuis 1999. Ce groupement de communes permet de conserver la restauration scolaire dans le service public, précise Abdel Bounouar, responsable de l'unité restauration à la Ville. Cela nous permet de garder la maîtrise de la qualité des repas. »

Mais le déjeuner, ce n'est pas seulement ce qu'il y a dans l'assiette : « C'est tout un environnement et une organisation

auxquels nous avons réfléchi, explique-t-il. Nous travaillons sur les matériaux des salles pour que les cantines soient des lieux agréables, nous déployons de fréquentes actions de prévention santé et de bien-être, nous mettons en place des selfs avec double choix de menus, qui permettent des temps de repas plus fluides, plus souples, qui responsabilisent et autonomisent les enfants. On peut dire que la restauration scolaire est exemplaire à La Courneuve : la preuve, de nombreuses villes viennent s'inspirer de ce que nous avons mis en place ! »

Christelle Dubos a également annoncé le lancement des petits déjeuners gratuits pour les élèves des quartiers défavorisés à la rentrée prochaine. « Ces mesures vont dans le bon sens mais ne vont pas assez loin. La participation de 2 euros par repas que prévoit le gouvernement est loin du compte : comment faire quand, dans le même temps, la dotation globale de fonctionnement que le gouvernement alloue à La Courneuve a baissé de 14,1 millions d'euros en cinq ans ? », interroge le maire, Gilles Poux. ●

Renseignements sur les cantines, calcul du quotient familial : service Éducation, unité Accueil des familles, tél. : 01 49 92 60 46 ou 01 49 92 60 45.

Emploi

Une charte pour le recrutement

Le 6 avril, la Banque de France a signé la Charte « entreprise territoire » de Plaine Commune selon laquelle elle s'engage à travailler avec des entreprises et de la main-d'œuvre locales.

En mai 2018, la Banque de France a ouvert le plus grand centre fiduciaire d'Europe à La Courneuve. Ce site de 16 000 m² emploie 335 personnes. Outre le traitement de la monnaie, la succursale de Seine-Saint-Denis accueille les personnes surendettées, en litige avec leur banque et gère le service de cotation des entreprises du département. En témoigne la signature de la charte avec Plaine Commune, Plaine Commune Promotion et la Maison de l'emploi, la Banque de France entend travailler avec le territoire. Une partie des contrats de maintenance est ainsi réservée à des entreprises du 93. Une première charte avait été signée en 2015, qui imposaient que 25 % du montant des travaux de construction du centre fiduciaire reviennent aux entreprises locales ainsi que l'application des

clauses d'insertion pour toutes celles participant au chantier. Cet engagement a été tenu : sur les 143 personnes recrutées, deux sur trois habitent le territoire. Avec cette deuxième signature, la Banque de France noue des partenariats privilégiés avec les établissements scolaires pour faire naître des vocations et inciter les habitants de Plaine Commune à s'inscrire aux concours. La charte comporte six objectifs : développer l'emploi local, renforcer les solidarités, tisser des liens école-entreprise, contribuer aux dynamiques locales, s'ouvrir sur le territoire et agir pour l'environnement. ●

La Banque de France recrute!
Consulter les offres d'emploi sur
www.recrutement.banque-france.fr



Le bâtiment du centre fiduciaire de la Banque de France implanté à La Courneuve, rue des Usines-Babcock.

« La Courneuve ne se laisse pas faire »

Journées « école déserte », manifestations, interpellations des autorités... la mobilisation des parents, enseignants, élu-e-s contre les réformes Blanquer et la baisse des moyens pour l'éducation se poursuit.



Manifestation devant le rectorat de Créteil le vendredi 12 avril.

Mener la lutte pour tous les enfants/L'école publique n'est pas l'école des feignants/La loi Blanquer, faut la mettre par terre/Refuser la galère/La Courneuve se laisse pas faire!» La mobilisation contre les réformes Blanquer dans l'Éducation nationale et la baisse des moyens à la rentrée prochaine conjugue inspiration et imagination, avec cette chanson écrite par des instituteur-riche-s dont le refrain révèle la détermination.

Les enseignant-e-s des écoles, collèges et lycées de La Courneuve sont en première ligne de la mobilisation, avec des journées de grève régulières : le 4 avril, 70 % des instituteur-riche-s de La Courneuve étaient en grève. Deux collèges sur trois et le lycée Jacques-Brel étaient fermés. « Nos attentes sont claires : nous voulons des moyens adaptés à la réussite de nos élèves et que l'école de la confiance ne soit pas synonyme d'économies, d'autoritarisme et d'inégalités d'un établissement à l'autre », a écrit l'équipe enseignante du collège Jean-Vilar dans une lettre ouverte au ministre de l'Éducation.

Le 9 avril, plus de 150 enseignant-e-s

d'une quinzaine de villes de Seine-Saint-Denis, dont La Courneuve, sont allé-e-s demander un rendez-vous à la direction académique, à Bobigny. En réponse, c'est la police qui est venue les déloger. De nombreux parents ont compris que les profs ne peuvent mener seul-e-s la bataille pour l'école : ils et elles sont nombreuses à se mobiliser « pour l'avenir de nos enfants ». Par exemple en participant à la journée « école déserte » du 12 avril : très peu d'enfants sont venus dans les écoles, aucun collégien-ne à Jean-Vilar et lycéen-ne à Jacques-Brel, certain-e-s ont même accompagné la délégation qui s'est rassemblée devant le rectorat de Créteil. D'autres encore ont traduit les tracts expliquant la mobilisation pour les parents chinois, tamouls, etc. qui ne maîtrisent pas le français.

La municipalité de La Courneuve, qui vient de publier un *Atlas des inégalités territoriales* (lire le supplément joint), pour démontrer comment l'État pratique une discrimination à l'égard des populations les plus fragiles, soutient totalement le mouvement. Les réformes Blanquer et les moyens annoncés à la rentrée pour les établissements scolaires courneuvien-

sont « une attaque en règle, de la maternelle jusqu'au lycée », a ainsi dénoncé Gilles Poux, le maire, lors d'une conférence de presse le 4 avril. Il a d'ailleurs demandé une audience au rectorat, sans réponse à ce jour. C'est dans ce contexte qu'arrivent les vacances de printemps. Les parents et les enseignant-e-s se préparent à organiser, dès la rentrée, des « nuits des écoles », dont une aura lieu le mardi 7 mai prochain. Parce que « de la maternelle au lycée/on est tous mobilisés/pour ne pas être éliminés/par les technocrates des beaux quartiers », comme dit leur chanson de combat. ●

Lire les témoignages des parents et des profs engagé-e-s, page 16.

JOURNÉE DE GRÈVE DES ENSEIGNANT-E-S D'ÎLE-DE-FRANCE, LE JEUDI 18 AVRIL

Pour se tenir informé-e :

Facebook :

- collectif « Touche pas ma ZEP »
- « clg Jean-Vilar La Courneuve en grève »
- « collège Georges-Politzer La Courneuve en colère »
- « Bienvenue au collège ghetto de Drancy ».

Loi Blanquer

Une réforme qui aggrave la situation

Le projet de loi « pour une école de la confiance » (son nom officiel) a été voté par l'Assemblée nationale en première lecture en février. Il sera discuté au Sénat mi-mai. Il n'est donc pas encore adopté et peut être transformé. Les parents et enseignant-e-s de La Courneuve ont listé les réformes de Blanquer et les conséquences de sa politique.

Voici quelques-unes de ces mesures :

Dans le primaire

- La fonction de directeur-riche d'école sera assumée par le-la principal-e du collège de secteur, qui ne connaîtra pas les élèves.
- Les Villes financeront les écoles privées au détriment du public.

Au collège

- Baisse des moyens et suppression de postes alors que le nombre d'élèves augmente (également dans les lycées).
- Les classes seront surchargées, les cours en demi-groupes supprimés ainsi que les ateliers sciences, théâtre, etc.

Au lycée général et technologique

- La suppression du bac national aggrave les inégalités et la ségrégation sociale.
- Parcoursup organise le tri social et empêche les élèves de La Courneuve de choisir leur université.

Au lycée professionnel

- Les enseignements généraux sont quasiment supprimés : les élèves des lycées professionnels pourront plus difficilement faire des études supérieures.

Plus d'infos :

La Fédération des conseils de parents d'élèves met régulièrement en ligne des éclairages ou des analyses sur ce projet de loi dans les rubriques « Actualités » ou « Derniers communiqués » de son site : www.fcpe.asso.fr

À quoi sert un data

Le projet de construction d'un important data center sur le site Eurocopter de La Courneuve confirme que Plaine Commune est une zone privilégiée pour l'implantation de ces centres de données. Ce secteur occupe désormais une place déterminante dans l'économie.

Vous faites une recherche en ligne? Vous envoyez un mail au bureau? Vous sauvegardez vos photos de famille sur le cloud? Quel que soit l'objet de votre « clic » Internet, vous utilisez, sans le savoir, le data center (centre de données, en français). C'est par là que vos informations numériques transitent et là que leur volume impressionnant est stocké chaque jour. Sans ces « fermes numériques », pas de vidéos sur Internet, pas de commande à distance, pas de démarches en ligne... Les entreprises basculent en masse vers le cloud leurs données et leurs applications informatiques, et les data centers sont aujourd'hui une « brique » essentielle de l'activité économique.

« Disposer d'une offre de data centers devient un facteur de développement local. »

Pour des raisons de sécurité et de traçabilité des informations, la France a vocation à devenir l'un des premiers pays européens en termes d'implantation de centres de données. Elle bénéficie en effet d'une électricité fiable et d'un excellent réseau de télécommunications. Le développement des data centers a commencé dans les années 1990 avec

le web commercial, avant de s'accélérer en 2010 avec la généralisation du *cloud computing* (soit le stockage et l'accès aux données par l'intermédiaire d'Internet plutôt que via le disque dur d'un ordinateur). Mais que se passe-t-il derrière les murs d'un data center, cet espace un peu secret et ultrasécurisé? Imaginez de grandes salles remplies de serveurs, reliés entre eux par des câbles. Pour fonctionner, ces équipements informatiques ont besoin d'être alimentés en électricité 7j/7 et 24h/24.

Le respect des normes environnementales

L'électricité est ainsi le premier poste de dépense d'un data center, pour faire tourner et surtout refroidir les serveurs. On estime que les data centers consomment 2% de l'électricité mondiale, dont 50% pour leurs systèmes de refroidissement. Les industriels du secteur sont conscients de l'enjeu en termes écologiques : ils sont à la recherche permanente de solutions techniques et de processus pour consommer moins d'énergie. Des sociétés sont même aujourd'hui spécialisées dans l'accompagnement des exploitants de data centers pour améliorer l'efficacité énergétique...

Afin de se garantir de toute coupure électrique, les data centers disposent de groupes électrogènes autonomes, pour lesquels il faut stocker du carburant. Ces installations sont donc



Les data centers, banques de stockage et de transit essentielles pour le fonctionnement d'Internet.

130

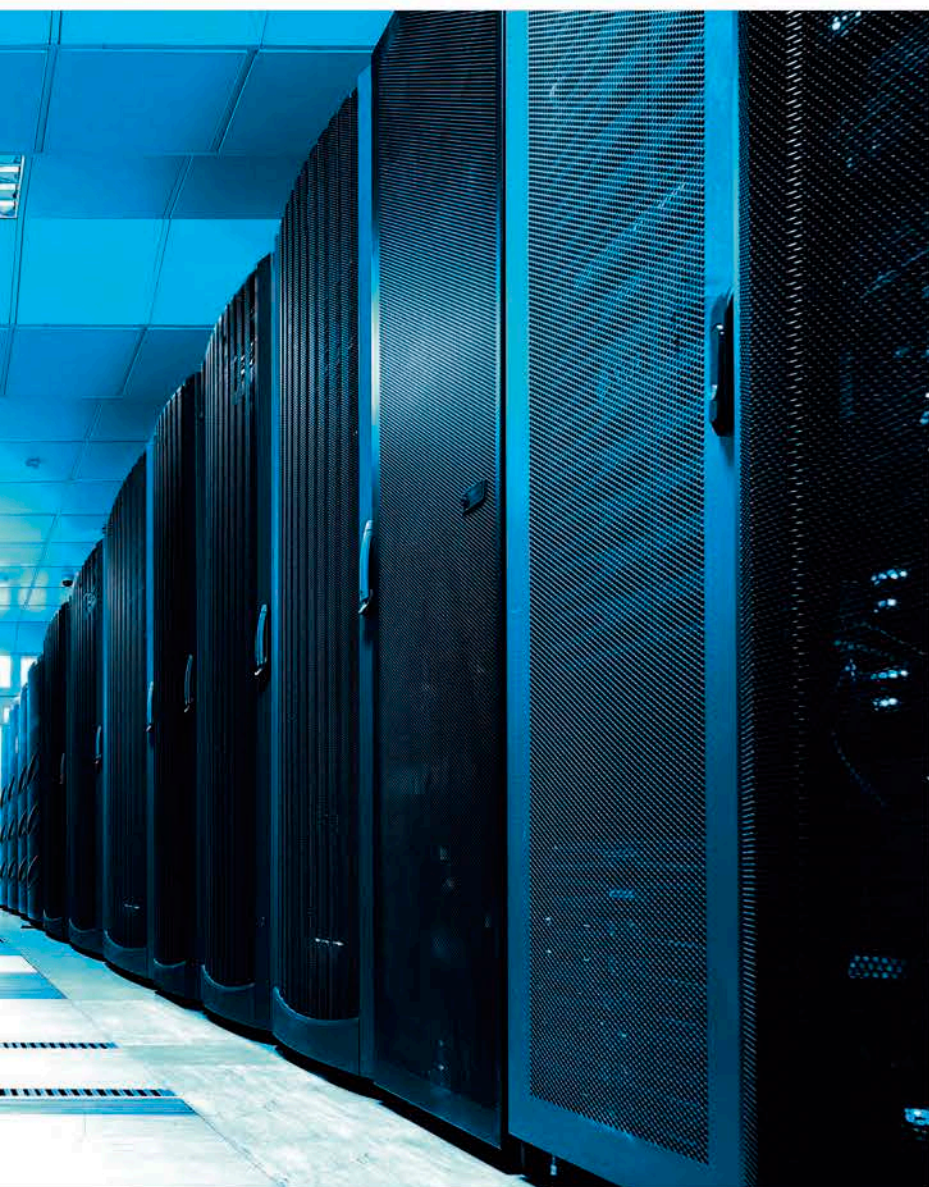
c'est le nombre des data centers en France, dont une quinzaine sur le territoire de Plaine Commune

soumises à de strictes normes environnementales et sécuritaires.

Il y a aujourd'hui plus de 130 data centers en France, dont près de la moitié sont situés en Île-de-France. Le territoire de Plaine Commune accueille une quinzaine d'entre eux. Les raisons de cet attrait? Un foncier disponible, abordable, à l'abri des risques d'inondations, un excellent maillage en réseaux d'électricité et la proximité des autoroutes de l'information vers le nord de l'Europe.

Si les data centers créent peu d'emplois, les économistes notent qu'ils attirent des entreprises dans leur sillage. L'emploi n'est pas dans les data mais les data soutiennent ceux, nombreux, d'une filière en fort développement. Un constat que confirme Daniel Thépin, de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAU) : « Avec la numérisation croissante de l'économie, disposer d'une offre de data centers devient un facteur de développement local. » ●

center ?



istockphoto

Îlot Chabrol

Un bois habité



Agence E.Irrose

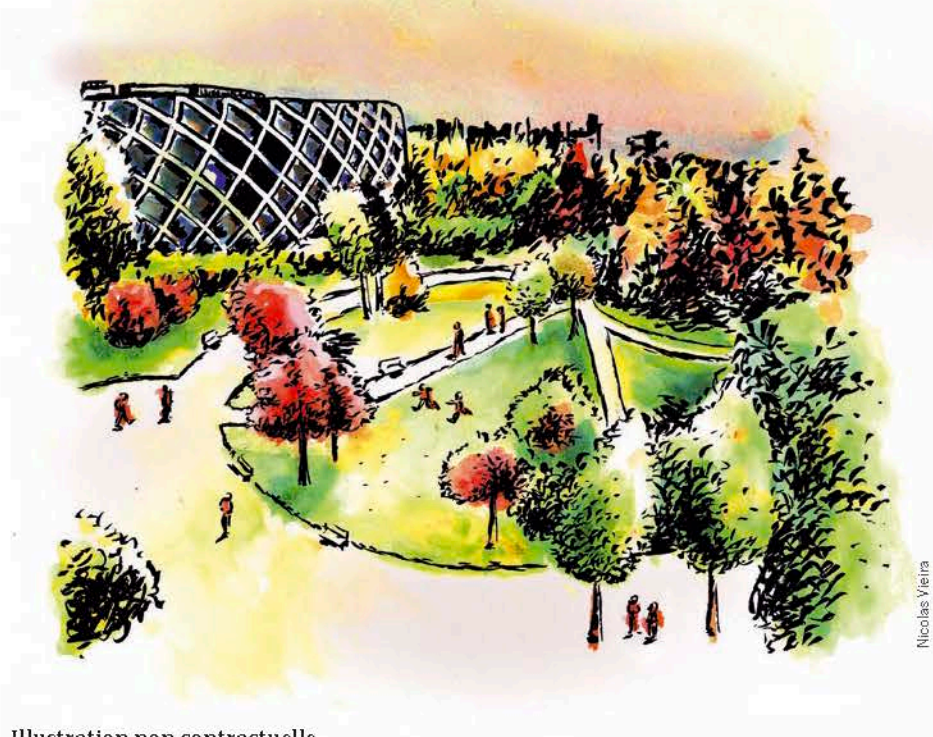
Illustration non contractuelle

Le réaménagement de la rue Chabrol afin de la rendre plus confortable pour les piétons, et notamment les lycéens de Jacques-Brel, sera engagé. Cet aménagement va

préfigurer le projet urbain visant à requalifier l'espace compris entre le gymnase Guimier et la rue Chabrol. L'idée est de créer environ 130 logements, dont 30% de logements sociaux, répartis dans des immeubles de deux à quatre étages, insérés dans un aménagement paysager de type sylvestre assurant une transition douce entre la rue Chabrol et le gymnase. Un cheminement pour les piétons traversera ce bois, permettant aux sportifs de Jean-Guimier, aux collégiens de Georges-Politzer ou aux lycéens de Jacques-Brel d'aller à l'école... buissonnière. ●

Le renouveau du site Eurocopter

Un « campus numérique » et un parc urbain



Nicolas Vieira

Illustration non contractuelle

L'entreprise Eurocopter, qui a vendu son terrain en 2013 avant de s'envoler vers Dugny en 2017, a libéré une parcelle de près de 7 hectares dans un quartier marqué par une longue histoire industrielle, et aujourd'hui en pleine mutation. L'investisseur qui a acheté le terrain a décidé de le louer à la société Interxion, pour un projet d'implantation de data center de près de 28 000 m² au sol. Pour l'instant, les travaux sur le site concernent la démolition des anciennes constructions et la dépollution des sols.

Le permis de construire est en phase d'instruction, et le dossier (comportant l'évolution environnementale) sera mis à la disposition du public en mairie lors de l'enquête publique qui aura lieu durant les mois de juin et juillet 2019. C'est un projet privé pour lequel la municipalité de La Courneuve a obtenu qu'il s'inscrive au mieux dans l'évolution urbaine du quartier et dans celle de la ville. Ainsi, la conception de ce bâtiment ne se cantonne pas à son seul usage fonctionnel : le cabinet DK architectes a conçu un bâtiment de forme cylindrique « dans une approche respectueuse des riverains ». Sa structure en lamellé-collé sera habillée d'une « peau » en losanges dans laquelle pourront se nicher des

jardins suspendus. Un jeu d'éclairage le fera briller la nuit « comme une lanterne chinoise ».

La volonté est d'inscrire ce projet dans la démarche globale de végétalisation du quartier. Installé au centre du site, le data center sera entouré d'espaces verts boisés. Dans le cadre de l'implantation du data center et afin d'assurer la qualité paysagère du lieu et d'offrir un espace plus confortable aux usagers, le projet doit règlementairement comprendre des espaces verts au terme notamment du Plan local d'urbanisme de la ville : en tout, 7 500 m², situés à l'angle de l'avenue Marcel-Cachin et de la rue Chabrol. Cette « approche environnementale » sera renforcée, dans un second temps et si les études techniques le confirment, par l'implantation d'un « échangeur-récupérateur de calories », destiné à récupérer la chaleur produite par le data center pour la redistribuer dans un réseau de chauffage urbain.

La municipalité propose également, en partenariat avec l'entreprise, que soit construite sur le site une École de la deuxième chance tournée vers le numérique, dont la vocation sera de favoriser la formation des jeunes adultes dans cette filière. ●

TRIBUNES POLITIQUES

GRUPE DES ÉLUS COMMUNISTES,
RADICAUX DE GAUCHE ET CITOYEN-NES ENGAGÉ-ES

Réformes Blanquer : mobilisation massive et unitaire!



Un vent de mobilisation contre la politique gouvernementale souffle sur notre ville. Après de nombreuses tentatives de la part du ministre de l'Éducation nationale, et de ses prédécesseurs, de diviser la communauté éducative, ce sont désormais des attaques contre la maternelle (avec l'obligation pour les collectivités de financer l'école privée), l'élémentaire (avec la suppression de l'accompagnement éducatif et la suppression des directions), le collège (avec la disparition de certaines options et l'imposition d'heures supplémentaires), et du lycée (réforme à deux vitesses pour nos bacheliers et suppression des aides aux devoirs), qui sont en œuvre. Les parents d'élèves, enseignants, agents territoriaux ou encore des élus ont décidé de réagir en multipliant les modes d'action, et surtout en mettant en avant l'unité, essentielle dans la réussite de ce type de mouvement. Et malgré le silence continu du rectorat et du ministère, les assemblées générales ne désemploient pas et la mobilisation perdure. On assiste à une réelle collaboration des différents membres de cette fameuse « communauté éducative » qui luttent dans le même sens pour l'intérêt de toutes et tous. En ces temps que l'on dit « sombres » pour la lutte et le combat progressiste – le nôtre, pas celui qui amalgame libéralisme et liberté –, quelle bouffée d'oxygène!

Julien Luneau, conseiller municipal délégué au Projet éducatif territorial
Blog : elusfdgrlacourneuve.blogspot.fr

GRUPE DES ÉLUS SOCIALISTES, ÉCOLOGISTES ET CITOYENS

La Courneuve Ensemble!

Citoyen-ne-s engagé-e-s, membres d'associations, Courneuvien-ne-s sans appartenance politique, élu-e-s pour certain-e-s d'entre nous, militant-e-s, nous aimons notre ville, nous y vivons, nous connaissons son potentiel. Nous apprécions les profondes transformations en cours ou qui commenceront bientôt dans notre ville, et qui vont apporter des changements importants. Tous ces changements sont positifs, mais nous voulons en être partie prenante, donner notre avis, apporter notre expérience, et permettre à chacun-e de bénéficier de ces évolutions. La Courneuve doit se faire avec vous, avec nous! Nous sommes également préoccupé-e-s par des questions qui touchent à notre vie quotidienne : sécurité, propreté, environnement, éducation, solidarité, accès à la santé, égalité femmes-hommes, avenir des jeunes et place des aîné-e-s dans notre ville. C'est pourquoi, par-delà nos différences, nous avons décidé de créer un collectif, La Courneuve Ensemble! Espace d'expression, d'échanges et d'actions dans laquelle vous serez actrices et acteurs. Dans la diversité, le respect, l'écoute de chacune et chacun, nous organiserons des débats, des rencontres, des actions concrètes. ●

Pour plus d'informations n'hésitez pas à nous écrire par mail à l'adresse suivante : lacourneuveensemble@gmail.com

GRUPE DES ÉLUS « AGIR POUR LA COURNEUVE »

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



ÉLUE « UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LA COURNEUVE »

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



ÉLAN POPULAIRE COURNEUVIEN

Poisons d'avril



Les mêmes qui ont décidé de plonger nos enfants dans un brouillard empoisonné en construisant l'école Rosenberg au bord de l'A1 s'apprennent désormais à bâtir un quartier entier sur les terrains KDI imprégnés par un cocktail de substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques. Qui va payer la facture astronomique de la dépollution de ces 7 hectares sur lesquels sont censés

pousser mille logements, des écoles, des installations sportives, et la mosquée tant attendue? Notre ville a-t-elle seulement les moyens de prendre en charge les coûts cachés des ambitions pharaoniques de son maire? Équipements toxiques, projets empoisonnés, data centers géants, décharges à ciel ouvert, amputation du parc...cette municipalité prend décidément bien soin de nous. Si bien, qu'à La Courneuve les médecins sont devenus inutiles et auront bientôt tous quitté la ville! En vérité, il y a longtemps que notre bien-être collectif n'est plus au centre de l'action municipale. Le maire et son équipe ont d'autres priorités. Ils préfèrent la finance, les promoteurs, les grands groupes du CAC 40 qu'ils critiquent en surface, mais dont ils beurrent les tartines en coulisses. ●

Albin Philipps, 06 52 49 48 85
www.facebook.com/mehdi.bouteghmes
La vraie Écologie commence dès la décision locale!

ÉLU « PAROLE DE CITOYEN »

Poux/Troussel (PC/PS) sous assistance respiratoire!



Les statistiques démontrent, qu'entre l'élection municipale de 2008 et celle de 2014 Mrs Poux et Troussel ont perdu 3 186 électeurs! En 2008, ces deux candidats étaient rivaux : Stéphane Troussel obtint alors 2882 voix contre 3665 pour Mr Poux. En 2014, ces candidats, alors unis, obtinrent ensemble 3 361 voix, soit 3 186 électeurs de moins. Cela démontre à quel point, ils ont perdu la confiance

de la majorité des Courneuviens. Mr Poux apporte paradoxalement son soutien aux manifestants algériens qui réclament la démission de Bouteflika, après vingt années de pouvoir. La démocratie triomphe enfin, sauf évidemment à La Courneuve! Mr Poux, en tant que Maire de la Courneuve, a 3 années de plus d'ancienneté que Bouteflika avec ses 23 ans de gouvernance autocratique, contraire à la démocratie. Mais de qui se moque-t-on! Nous l'invitons donc d'urgence à appliquer à lui-même la démarche qu'il conseille au Président algérien à démissionner avant la fin de son mandat! Notre département et plus encore les Courneuviens sont sinistrés par une politique quasi stalinienne! Mr Troussel suiviste a aussi donné son soutien aux Algériens, en se rendant directement en Algérie, aux frais du contribuable. N'a-t-il pas mieux à faire dans le 93, qui est devenu un camp de concentration bétonné pour immigrés, où les lois de notre pays ne sont même plus respectées? ●

Samir Kherouni

Les textes de ces tribunes, où s'expriment tous les groupes représentés au conseil municipal, n'engagent que leurs auteurs.

Habitat

La Fontenelle, une réhabilitation exemplaire

Quinze ans d'actions conjointes des copropriétaires et de la puissance publique ont sorti la résidence La Fontenelle (dans le quartier Waldeck-Rochet) de la spirale de la dégradation. Une opération de réhabilitation que les partenaires ont salué lors de la «visite inaugurale».

La deuxième copropriété de la ville en nombre de logements (240) a bien failli sombrer définitivement. La faute à « quelques personnes qui sont multi-proprétaires et qui n'étaient pas forcément très respectueux des règles... », explique le maire. Pour redresser la barre à la résidence La Fontenelle, il a fallu un déclic, en 2003 : l'interpellation des élus par des copropriétaires lors d'un comité de voisinage... puis quinze années d'actions publiques!

Une collaboration réussie

Le résultat est exemplaire : le taux d'impayés est passé de 80% en 2003 à 40% en 2018. La copropriété, qui était détenue à 53% par des bailleurs, est aujourd'hui détenue à 56% par des copropriétaires occupants. Et la copropriété est devenue attractive sur le marché immobilier : le prix de vente moyen est de 2 500 €/m², alors qu'il était à peine de 900 €/m² en 2009.

Une réussite célébrée le 6 avril à l'occasion de l'achèvement des travaux de réhabilitation, avec le conseil syndical et toutes les institutions publiques qui ont agi durant quinze ans. Présent-e-s aussi, les architectes qui ont accompagné les travaux de réhabilitation, le syndic, des représentant-e-s des groupements qui ont travaillé au Plan de sauvegarde... et surtout, une soixantaine d'habitant-e-s.



La visite inaugurale de la réhabilitation de la résidence La Fontenelle, le 6 avril.

Signe de l'exemplarité de la réhabilitation, le maire, la sous-préfète, les présidents de Plaine Commune et du Conseil départemental du 93 ont fait le déplacement. Gilles Poux, le maire, a souligné l'importance de « ce qui s'est passé ici : les expériences d'opérations de reprise de copropriété en danger ne se terminent pas toutes aussi bien. C'est vraiment un bel exemple, grâce à la démarche partagée entre les institutions et les propriétaires qui se sont complètement engagés. »

Le maire pointe deux défis auxquels la ville est confronté : « 65% des copropriétés

datent ici d'avant 1949 et comptent moins de vingt logements. On imagine comment les choses peuvent très rapidement se dégrader dans ces toutes petites copropriétés... »

Le second défi, c'est que La Courneuve « se développe et construit de nouveaux logements et de nouvelles résidences. » Ces propriétaires vont devoir s'investir dans la gestion de leur bien pour qu'il soit pérenne : « L'exemple de ce que nous avons fait ensemble nous reconforte, se réjouit le maire. Parce que ça nous montre que c'est possible ! » ● Philippe Caro

Brahim Izem, président du conseil syndical « On a pu mener plusieurs programmes de rénovation : terrasses, façades, ascenseurs... »



« Je suis président du conseil syndical depuis quinze ans. Avec le Plan de sauvegarde, on a pu mener plusieurs programmes de rénovation : les terrasses, les façades, les ascenseurs, l'isolation, les fenêtres, les portes des appartements, une partie évacuations des logements... Le Plan a atteint ses objectifs. Sans ces aides, ça aurait été impossible de faire les travaux ! Maintenant, il faut pérenniser ce travail : on envisage d'installer des caméras de vidéoprotection et d'agir pour que les poubelles enterrées soient utilisées par tous. Je suis optimiste : avant, la majorité des copropriétaires étaient bailleurs, certains un peu négligents. La tendance s'est inversée et il y a majoritairement des propriétaires occupants, qui sont plus impliqués. »

100 000

C'est le nombre de copropriétés confrontées à des difficultés en France. Selon une étude de 2014 du ministère du Logement, 15% du parc des copropriétés (soit 1 million de logements) présentent des signes de fragilité et pourraient basculer dans des difficultés très importantes dans les années à venir.

Le Plan de sauvegarde

Lors de leurs assemblées générales, les copropriétaires ont adopté des travaux pour un montant global de 7 007 000 euros, soit en moyenne 29 195 euros par logement. Les aides publiques des différents partenaires dans le cadre du Plan de sauvegarde représentent 74% du total (5 189 200 euros).

2007-2010 : étanchéité et isolation des toitures terrasses, mise en place d'un dispositif de sécurité incendie, mise aux normes des installations électriques des parties communes.

2009-2010 : modernisation et mise aux normes des douze ascenseurs.

2009-2012 : travaux d'individualisation des contrats d'abonnement d'eau, remplacement des portes palières des appartements, mise en place d'une antenne TV collective.

2009/2014 : ravalement avec isolation thermique par l'extérieur, remplacement des fenêtres, isolation des planchers des caves.

2013/2018 : stationnements, création de colonnes enterrées pour la collecte des déchets, réhabilitation de la loge et des halls d'entrée, ravalement intérieur.

VOUS AVEZ DIT

Josiane Rimbart, copropriétaire
« Heureusement qu'on a eu tous ces soutiens extérieurs... »



« Je suis de celles et ceux qui ont interpellé la municipalité il y a quinze ans. On s'est tournés vers le maire pour lui demander ce qu'on pouvait faire. Les parties communes, en particulier à l'extérieur, étaient très abîmées. Heureusement qu'on a eu ces soutiens extérieurs, que ce soit de Plaine Commune, de la Ville ou de la Région... »

Aujourd'hui, on se sent bien ! Les halls se sont améliorés, les boîtes aux lettres tiennent bien... »

Jonglages

Une rencontre virevoltante

Les 12, 13 et 14 avril derniers, le festival international Rencontre des jonglages s'est tenu à La Courneuve au centre culturel Jean-Houdremont et sur la place de la Fraternité.



Les enfants s'en emparent

Pour les écoliers, le festival a commencé avec un jour d'avance. Jeudi 11 avril, sur la place de la Fraternité, ils ont joyeusement présenté un flashmob.



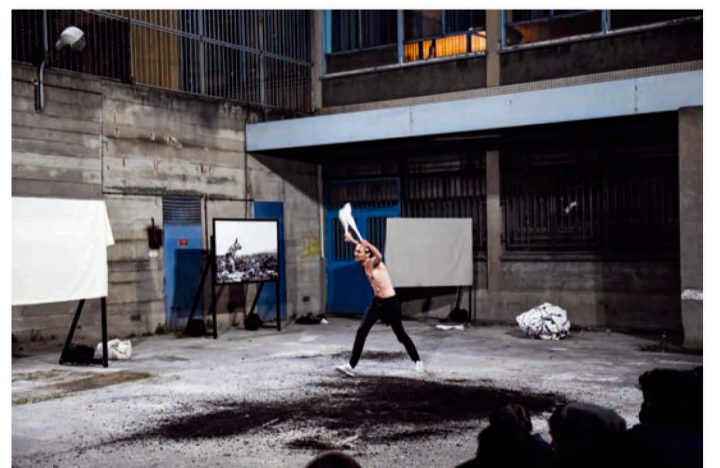
Le public s'invite sur la scène

Vendredi 12 avril, le festival s'est ouvert en beauté avec le spectacle participatif *Damoclès*, de la compagnie de cirque Inextremiste.



Il n'y a pas d'âge pour les jonglages

Sur la place de la Fraternité, de nombreux enfants ont pris un plaisir monstre à crapahuter sur les structures colorées installées pour cette 12^e édition du festival.



Un coup de massue bienvenu

Le collectif Martine à la Plage a joué son spectacle de jongle intitulé *La Réconciliation* dans la cour de l'Abominable, proche du centre Houdremont.

Photos : Léa Desjours



SPECTACLE
ET MÉCHOUÏ

SAMEDI
27 AVRIL 2019
DÈS 14H
RENDEZ-VOUS DEVANT
L'IMMEUBLE ROBESPIERRE



PAR LE
COLLECTIF
RANDOM

IMMEUBLE ROBESPIERRE

EN FÊTE Histoires
et humeurs d'humains
migrateurs

Des mesures pour faire cesser les nuisances

Des infractions au code de l'environnement rue Anatole-France ont été constatées concernant l'activité des entreprises de recyclage de déchets.



Le maire et les élu-e-s, aux côtés des riverain-e-s.

De la fumée, des odeurs, du bruit, des poussières... les riverains du site industriel de recyclage de déchets du 127, rue Anatole-France sont à bout. Deux entreprises qui occupent les lieux créent des nuisances insupportables pour les voisins mais aussi pour les sportifs et les scolaires qui fréquentent le stade

Géo-André, tout proche. Rassemblements, pétitions, les habitants veulent que cela cesse. Ils sont soutenus par le Service communal d'hygiène et santé (SCHS), qui a multiplié depuis deux ans les rapports de visites constatant des infractions, les mises en demeure envoyées aux différents exploitants et au propriétaire du site, les signalements au préfet et au procureur de la République. En vain jusqu'à présent.

« Ce sont des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui, par nature, peuvent provoquer des pollutions, précise Samia Ouadi, inspectrice au service d'Hygiène de La Courneuve. Ces établissements doivent prendre des mesures réglementaires pour prévenir les inconvénients. Mais jusqu'à présent, les entreprises de la rue Anatole-France n'ont pas réagi face aux nombreuses mises en demeure et rappels réglementaires que nous avons dressés. Nous avons fait le maximum possible au niveau municipal : ce sont les services d'État et la justice qui ont la compétence d'imposer des mesures drastiques, allant jusqu'à la suspension de l'activité. On espère qu'ils ont saisi l'urgence de la situation. »

Les services d'inspection des installations classées de la préfecture de Seine-Saint-Denis, alertés notamment par un courrier du maire, sont venus constater plusieurs infractions au code de l'environnement le 8 avril dernier. « Le rapport est en cours de rédaction ; les suites administratives et pénales vont être proposées dans les prochains jours », indiquaient-ils le 15 avril.

Le 17 avril, une réunion s'est tenue avec la sous-préfète de Saint-Denis, le maire Gilles Poux, Rachid Maiza, adjoint au maire, délégué au droit et à la tranquillité publique et à l'amélioration du cadre de vie, Mériem Derkaoui, maire d'Aubervilliers, la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE), le SCHS de la Courneuve. Il y a été décidé que des sanctions pénales et administratives seront prises vis-à-vis de la société NBL. Concernant la société MGRA, une mise en demeure avec un délai court sera adressée à l'exploitant. Pour finir, le SCHS va demander au laboratoire central de la Préfecture de Police de faire une analyse des poussières et de l'air. ●

ÉTAT CIVIL

NAISSANCES

MARS

• 22 Najim Ben Hocine • 22 Noah Coulibaly • 23 Noé Ramdani • 25 Hanna Bekkouche • 25 Sarfaraz Miah •

AVRIL

• 2 Fouleye Diawara

MARIAGES

• Sidi-Yaya Toure et Fatima Bouteldja

DÉCÈS

• Benjamin Hugues • Henriette Campedel veuve Robert • Cassam Golaup •

NUMÉROS UTILES

PHARMACIES DE GARDE

• consulter monpharmaciens-idf.fr

URGENCES

POMPIERS : 18 • POLICE-SECOURS : 17 • SAMU : 15

COMMISSARIAT DE POLICE

• Place Pommier-de-Bois Tél. : 01 43 11 77 30

MÉDECINS DE GARDE

Urgences 93 • Tél. : 01 48 32 15 15

CENTRE ANTI-POISON

• Hôpital Fernand-Widal
200, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris
Tél. : 01 40 05 48 48

COLLECTE DES DÉCHETS

Tél. : 0 800 074 904 (gratuit depuis un fixe).

ACCOMPAGNEMENT ET TRANSPORT DES PERSONNES ÂGÉES

Tél. : 01 71 89 66 15. Les mardis et vendredis.

MAIRIE Tél. : 01 49 92 60 00

PLAINE COMMUNE

• 21, avenue Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis. Tél. : 01 55 93 55 55

PERMANENCES DES ÉLUS

• M. le maire, **Gilles Poux**, reçoit sur rendez-vous. Pour obtenir une entrevue, vous pouvez lui adresser un courrier à l'hôtel de ville ou lui écrire à l'adresse suivante : maire@ville-la-courneuve.fr

Pour obtenir un rendez-vous avec les élus, un formulaire à remplir est disponible à l'accueil de la mairie.

- M^{me} la députée, **Marie-George Buffet** reçoit le deuxième lundi du mois sur rendez-vous. Tél. : 01 42 35 71 97
- M. le président du Conseil départemental, **Stéphane Troussel** reçoit chaque vendredi de 14h à 17h. Pour prendre rendez-vous, écrivez à l'adresse suivante : stephane.troussel@ville-la-courneuve.fr

PERMANENCES DES ÉLUS SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences des élus de la municipalité ont repris à l'hôtel de ville et sont le mercredi et jeudi de 16h à 18h (inscription sur place entre 15h30 et 16h le jour même). Pas de permanence pendant les vacances scolaires.

PERMANENCES DE L'ADIL

Permanences d'information/conseil auprès des propriétaires et des locataires des logements privés (copropriété, contrat de location, charges impayées...). Consultation gratuite. Centre administratif Mécano, 3, mail de l'Égalité.

RDV avec l'ADIL les deuxième et quatrième jeudis matins du mois, de 8h30 à 12h.

Contactez l'UT Habitat de La Courneuve.

Tél. : 01 71 86 37 71

HORAIRE DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ-CÉSAIRE

Mardis et jeudis, de 14h à 20h
Mercredis, vendredis et samedis, de 10h à 18h. Mail de l'égalité.

Pour toutes les autres questions et précisions sur ces ramassages : «ALLO AGLO» : 0 800 074 904 ou plainecommune.fr



Emploi

Le site OUI.sncf forme des développeur-se-s web

Dans le cadre de l'ouverture par la SNCF de son École des nouvelles compétences à Saint-Denis (en partenariat avec Plaine Commune), une formation de développeur-se web d'une durée de huit mois est proposée, avec une embauche chez OUI.sncf à la clé.

Le profil recherché par OUI.sncf :

- vous êtes une personne passionné-e par le numérique qui aime conduire un projet de bout en bout
- vous êtes curieux-se et vous souhaitez participer à toutes les étapes jusqu'à la mise en production
- vous voulez être autonome et libre de proposer vos solutions lorsque vous avez un problème à résoudre
- vous recherchez avant tout une société qui vous fera confiance et qui n'hésitera pas à considérer sérieusement toutes les idées que vous pourriez avoir.

Informations collectives et tests (sans inscription préalable) :

- Jeudi 18 avril | Maison de l'emploi d'Épinay-sur Seine | 14h-17h
- Vendredi 19 avril | Maison de l'emploi de l'Île-Saint-Denis | 14h-17h
- Mardi 23 avril | Maison de l'emploi de Stains | 9h30-12h
- Mardi 23 avril | Maison de l'emploi de la Plaine-Saint-Denis | 14h-17h
- Mercredi 24 avril | Maison de l'emploi de Pierrefitte-sur-Seine | 9h30-12h
- Mercredi 24 avril | Maison de l'emploi de Villetaneuse | 14h-17h
- Mercredi 24 avril | Maison de l'emploi d'Aubervilliers | 14h-17h
- Vendredi 26 avril | Maison de l'emploi de Saint-Denis | 14h-17h.

À L'Étoile

Tous les films du 19 avril au 2 mai

1, allée du Progrès - Tramway Hôtel-de-ville.
Tél. : 01 48 35 23 04

INFOS : www.ville-la-courneuve.fr

D Soirée découverte, tarif unique : 3 €.

F Film Jeune public

Prix : Tarif plein : 6 €, tarif réduit : 5 €, tarif découverte **D** : 3 €, abonné adulte : 4 €, abonné jeune, groupes, associations : 2,50 €, séance 3D : +1 €, tarif moins de 18 ans : 4 €.

Dragon Ball Super – Broly

Japon, 2019, VO/VE, 1h40. De **Tatsuya Nagamine**.
Ven. 19 à 18h (VF), sam. 20 à 14h (VF)
dim. 21 à 14h (VF), lun. 22 à 14h (VF),
mar. 23 à 14h (VF) et à 20h15 (VO).

Convoi exceptionnel

France, 2019, 1h37. De **Bertrand Blier**.
Ven. 19 à 16h, sam. 20 à 20h45,
lun. 22 à 12h (D) et à 16h, mar. 23 à 16h.

La Petite Fabrique des nuages

Cinq courts métrages.
Sam. 20 à 15h45.

Ma vie avec John F. Donovan

Québec/États-Unis, 2019, (VO), 2h03. De **Xavier Dolan**.
Sam. 20 à 18h30, dim. 21 à 18h, lun. 22 à 20h
(D), mar. 23 à 18h.

Hyènes

Sénégal/France/Suisse, 1992, VO, 1h50.
De **Djibril Diop Mambéty**.
Ven. 19 à 20h (D), avec **Fouma Traoré**,
conteur, sam. 20 à 16h30, lun. 22 à 18h.

L'Enfance d'Ivan

URSS, 1962, VO, 1h35. D'**Andrei Tarkovski**.
Dim. 21 à 16h (D).

Dans les bois

Lituanie/Estonie/Allemagne, 2019, VF, 1h03.
De **Mindaugas Survila**.
Mer. 24 à 10h, ven. 26 à 16h30, sam. 27 à 14h.

Dumbo

États-Unis, 2019, VO/VE, 1h52. De **Tim Burton**.
Mer. 24 à 14h (VF), jeu. 25 à 14h (VF), ven. 26
à 14h (VF), sam. 27 à 11h (VF), dim. 28 à 14h
(VF), lun. 29 à 18h (VO), mar. 30 à 14h (VF).

Qu'est-ce qu'on a encore fait au Bon Dieu ?

France, 2019, 1h39. De **Philippe de Chauveron**.
Mer. 24 à 16h15, jeu. 25 à 12h (D),
sam. 27 à 20h15, dim. 28 à 11h,
lun. 29 à 16h15, mar. 30 à 16h15.

US

États-Unis, 2019, VO/VE, 1h56. De **Jordan Peele**.
Jeu. 25 à 16h15 (VF), sam. 27 à 15h30 (VF),
dim. 28 à 17h45 (VO), lun. 29 à 14h (VF),
mar. 30 à 20h (VO).

La Liberté

France, 2019, 2h20. De **Guillaume Massart**.
Mer. 24 à 18h, sam. 27 à 17h45, lun. 29
à 20h15 (D).

Le Parcours des combattantes

France, 2018, 1h13. De **Katia Maksym**
et **Olivier Delacroix**.
Jeu. 25 à 18h30 (entrée libre), ven. 26 à 12h
(entrée libre).

Une nuit à Casablanca

États-Unis, 1946, VO, 1h25. D'**Archie Mayo**.
Dim. 28 à 16h15, mar. 30 à 18h.

Le Parc des merveilles

États-Unis/Espagne, 2019, (VF) 1h25. De **David Feiss**.
Jeu. 2 à 14h.

Les Invisibles

France, 2019, 1h42. De **Louis-Julien Petit**.
Jeu. 2 à 16h.

Captive State

États-Unis, 2019, VO/VE, 1h49. De **Rupert Wyatt**.
Jeu. 2 à 18h (VF).

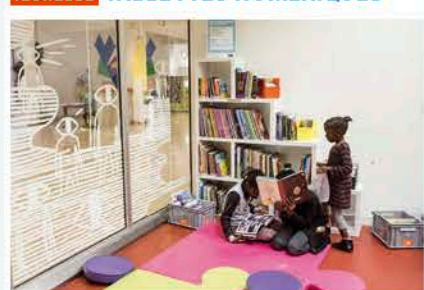
20 AVRIL

JEUNESSE JEU DE RÔLES

Venez participer à une grande aventure en découvrant un jeu de rôles. Le temps d'une partie, incarnez monstres, héros, aventuriers ou chevaliers.

Médiathèque Aimé-Césaire, à partir de 10 ans, de 14h à 17h30.

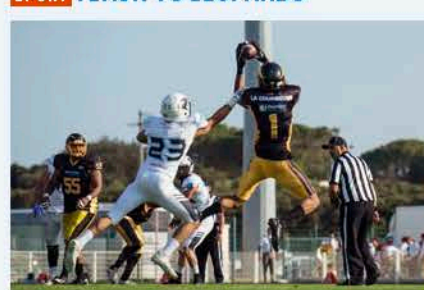
JEUNESSE TABLETTES NUMÉRIQUES



Vous pourrez tester des applications surprises avec les tablettes de la médiathèque éphémère.

Médiathèque éphémère Houdremont, 11, avenue du Général-Leclerc, de 15h à 17h.

SPORT FLASH VS LÉOPARDS



Match de football américain : le Flash affronte les Léopards (Rouen).

Stade Géo-André, à 19h.

DU 23 AVRIL AU 26 AVRIL

ÉDUCATION ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ

Durant la première semaine des vacances scolaires de printemps, le service Jeunesse propose des stages de révision. Priorité aux troisièmes, premières et terminales.

Renseignements et pré-inscriptions au service Jeunesse : 01 49 92 60 75.

DU 23 AVRIL AU 26 AVRIL

ET DU 29 AVRIL AU 3 MAI

JEUNES 11-17 ANS

Stage linguistique, handisport, remise en forme, escalade et badminton, les jeunes de 11 à 17 ans ont de quoi s'occuper durant les vacances.

Renseignements et inscriptions au service des Sports : 01 49 92 60 80.

24 AVRIL

SANTÉ VACCINATIONS

Séances de vaccinations gratuites, ouvertes aux enfants à partir de 6 ans et aux adultes.

Centre municipal de santé, salle de PMI au 1^{er} étage, de 13h30 à 15h30.

SPORT VIENS FAIRE TA COUPE DU MONDE



Tu es une jeune fille et tu as entre 10 et 17 ans, licenciée dans un club de football ou non, viens participer à des animations autour de la Coupe du monde féminine France 2019.

Espace sportif l'Orme-Seul, de 13h30 à 17h.

JEUNESSE HISTOIRES COMMUNES

Dans le cadre du festival de contes pour enfants «Histoires communes», Pierre Delye propose un voyage dans son répertoire au gré de sa fantaisie, de son inspiration et de la rencontre singulière entre le lieu, le moment, le public et lui.

Médiathèque Aimé-Césaire, de 15h à 16h.

À PARTIR DE 6 ANS

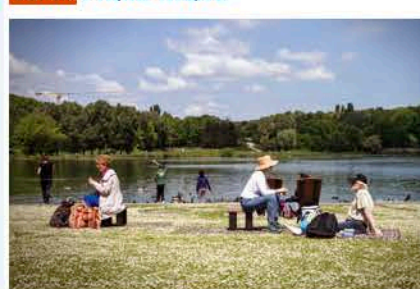
25 AVRIL

CINÉMA LE PARCOURS DES COMBATTANTES

La projection du film de Katia Maksym et Olivier Delacroix sera suivie d'un échange organisé par l'association Zonzon93.

Cinéma L'Étoile, à 18h30.

SENIOR PIQUE-NIQUE



Randonnée et pique-nique au parc George-Valbon organisés par la Maison Marcel-Paul pour profiter du printemps.

Rendez-vous sur le parking Pyrus (bus 150 arrêt Cité Floréal), à 10h.

25 AVRIL ET 2 MAI

VACANCES ANIMATIONS DE RUE



Structures gonflables, jeux d'éveil, de société, de construction, ateliers scientifiques : les services Enfance, Jeunesse, des Sports et les Maisons pour tous, accompagnés par l'association ADN coaching, proposent deux après-midi d'activités.

Parc, rue du Chevalier-de-la-Barre, le 25 avril, et terrain de proximité Joséphine-Baker, le 2 mai, de 14h à 17h30.

26 AVRIL

JEUNESSE LONDON CALLING

En partenariat avec le service Jeunesse et l'association Feu vert, des jeunes Courneuvien-ne-s ont séjourné à Londres pour quelques jours. Retour sur ce riche voyage.

Maison de la citoyenneté, 18h30.

27 AVRIL

FAMILLE ACCUEIL PARENTS-ENFANTS

L'espace Petite Enfance ouvre ses portes aux parents et à leurs enfants de moins de 4 ans. C'est un lieu de découverte, de jeu et de détente pour les enfants et d'échanges et de rencontres pour les parents.

Maison pour tous Cesária-Évora, sans inscription, ouvert à tou-te-s, de 10h à 13h.

FÊTE SITUATION(S) ROBESPIERRE

Depuis deux ans, le collectif Random accompagne la destruction de la barre Robespierre avec l'élaboration du projet artistique « Situation(s) Robespierre – Histoires et humeurs d'humains migrants », en collaboration avec les habitant-e-s. Venez dire au revoir à la barre lors d'une journée festive autour d'un spectacle de feux d'artifices.

Immeuble Robespierre, dès 14h.

28 AVRIL

MÉMOIRE HOMMAGE AUX DÉPORTÉ-E-S

À l'occasion de la Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la déportation, la Ville rend hommage à ces femmes et ces hommes.

Cimetière des Six-Routes, à 11h.

3 MAI

LOISIRS ENFANTS ET PARENTS

Ateliers sur les droits de l'enfant, atelier maquillage, quizz avec lots offerts, parcours vélo, scène ouverte, et bien d'autres surprises... Venez profiter de ces activités en famille. Apportez un plat, un dessert, une boisson pour terminer la journée autour d'un repas collectif.

Centre de loisirs Robespierre, 1, rue Robespierre, de 17h à 20h30.

7 MAI

SENIOR PRÉVENTION DES CHUTES



Réunion d'informations « Présentation : l'équilibre en mouvement », sensibilisation et prévention des chutes.

Maison Marcel-Paul, à 14h30.

Les visages de la mobilisation

Les réformes de la loi Blanquer mobilisent parents d'élève et corps enseignant, de la maternelle jusqu'au lycée. Pourquoi s'engagent-ils et quelle vision de l'école défendent-ils ?

Photos Léa Desjours – Propos recueillis par Natacha Lin

Christel Saint-Honoré,
une militante de
toujours pour un
service public juste



Enseignante depuis dix-neuf ans à l'école élémentaire Paul-Doumer, Christel Saint-Honoré a toujours été militante. « Ce gouvernement veut détruire le service public, or je crois profondément en son importance. La notion de privatisation des biens et des savoirs, ça ne me va pas du tout : on devrait tous partir sur un même pied d'égalité. » Courneuvienne depuis ses débuts à Paul-Doumer, elle considère La Courneuve comme la ville « où les cultures se mélangent, où il y a une vraie richesse. Je me sens utile ici, grâce à mon métier, vis-à-vis des familles que l'on côtoie. Certaines familles sont dans une très grande difficulté. Pour moi, être enseignante c'est une vocation, je me rends compte du rôle crucial que l'on peut avoir pour les jeunes. J'essaie d'être à l'écoute des enfants et des familles dans la mesure du possible. Aujourd'hui, le métier d'institutrice est entré dans mon ADN, je ne me vois pas faire autre chose. C'est ma façon de servir la collectivité. »

Betty Saint-Ubert,
une parent d'élève
engagée pour la
nouvelle génération



« Je suis issue de l'immigration, mes parents sont venus s'installer ici très tôt. » Avec une mère femme de ménage et un père chauffeur livreur, Betty Saint-Ubert, parent d'élève à l'école Charlie-Chaplin et élue au collège Jean-Vilar, a suivi des études de droit. Elle est devenue employée de banque. « J'ai l'impression que pour ma génération, on a mis plus de moyens à disposition. Quand j'étais au collège ou au lycée, c'était différent : j'avais le sentiment que je pouvais tout faire. Aujourd'hui, tout ce qu'on laisse espérer aux enfants, c'est de devenir mécanicien ou coiffeuse, on dirait que les jeux sont faits dès la maternelle. Moi, je veux que mes enfants aient des rêves et qu'on leur donne les moyens de les réaliser. » Cette mère de famille, qui se mobilise dans une action nationale pour la première fois, se dit que « c'est l'avenir de nos enfants qui est en jeu. On ne peut pas rester assis et attendre que les choses se passent. On se bat pour eux. »

Steven Lemoine,
un prof qui veut lutter
contre les inégalités
à la source



« Demande le lycée Jacques-Brel, moi j'y étais, et tu vivras les meilleures années de ta carrière. C'est dur mais les élèves sont attachants et ils en veulent. » Voilà ce qu'une collègue avait dit à Steven Lemoine, aujourd'hui professeur d'histoire-géo au lycée Jacques-Brel. Après quelques années au sein d'un groupe de médias international, ce jeune trentenaire décide de se lancer dans l'enseignement. « J'ai grandi en Bretagne et fait ma scolarité dans un collège ZEP de la banlieue de Rennes. Il y avait une grande diversité sociale, économique et culturelle. Une fois au lycée (qui se situait à 500 mètres du collège), on ne retrouvait plus cette diversité sociale. » Travailler en Seine-Saint-Denis lui a donné envie de s'engager : « Ici, on vit les inégalités au quotidien. On comprend ce que veut dire le fait que "41 % des familles vivent sous le seuil de pauvreté". J'ai choisi l'académie de Créteil comme premier vœu. Il y a une solidarité entre les enseignants. On construit plein de projets avec les élèves et c'est passionnant. »